

# DROIT ADMINISTRATIF



N° 6 - JUIN 2008

47<sup>e</sup> ANNÉE - ISSN 0419-7461

**Notamment ce mois-ci :**

## > COMMENTAIRES

### 77 Concurrence

Le contrôle exercé par le juge communautaire et ses limites (TPICE, 15 avr. 2008)

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY (p. 24)

### 78 Contrats

Précisions sur les conséquences indemnitaires de la déclaration de nullité d'un contrat administratif (CE, sect., 10 avr. 2008)

par Fabrice MELLERAY (p. 26)

### 83 Hiérarchie des normes

De Bruxelles à Paris en passant par Luxembourg et en songeant à Strasbourg : exemple de dialogue des juges (CE, sect., 10 avr. 2008)

par Marie CAUTIER, professeure à l'université Montesquieu-Bordeaux IV (p. 30)

### 86 Procédure

La charge des frais d'expertise (TA Lyon, 20 déc. 2007)

par Sébastien PLUNIAN, avocat au barreau de Valence (p. 35)

### 88 Responsabilité

Limites de la notion d'ouvrage public (CAA Bordeaux, 1<sup>er</sup> avr. 2008)

par Nathalie EXPOSTA, avocate au barreau de Douai (p. 38)

SOUS LA DIRECTION DE :

Jean-Bernard AUBY

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, Paul LIGNIÈRES, Fabrice MELLERAY, Rozen NOGUELLOU

Repère 6

Alertes 34 à 41

Études 12 et 13

Commentaires 77 à 90

## Contrats

### 12 La mise en concurrence du renouvellement des concessions hydroélectriques au milieu du gué

Étude par François SABIANI, professeur de droit public à l'université de Toulouse (p. 9)

Les concessions hydroélectriques accordées sur le fondement de la loi du 16 octobre 1919 l'ont été en général pour la durée maximale de soixante-quinze ans prévue par ce texte. Elles arrivent à échéance dans la période actuelle. Dès lors qu'il est maintenant admis qu'elles sont des concessions, non seulement de travaux publics, mais aussi de service public, leur renouvellement est soumis aux procédures de la loi Sapin. La question de leur mise en concurrence communautaire pourrait être réglée, selon François Sabiani, au moyen d'une simple actualisation du décret du 31 mars 1992 appliquant la loi du 3 janvier 1991.

## Droit fiscal

### 13 Le juge fiscal, gardien communautaire de la neutralité concurrentielle des impôts nationaux : l'exemple des aides d'État

Étude par Grégory MARSON, doctorant à l'université Paris X - Nanterre, membre du Centre de recherche sur le droit public (CRDP) (p. 15)

## Droit administratif

### 6 Problématiques de l'externalisation

Repère par Jean-Bernard AUBY (p. 1)

# Sommaire

<b>P. 1 Repère</b>	
Problématiques de l'externalisation.....	n° 6
<b>P. 3 Alertes</b>	n° 34 à 41
<b>P. 9 Études</b>	
La mise en concurrence du renouvellement des concessions hydroélectriques au milieu du gué.....	n° 12
Le juge fiscal, gardien communautaire de la neutralité concurrentielle des impôts nationaux : l'exemple des aides d'État.....	n° 13
<b>Commentaires</b>	
<b>P. 24 Concurrence</b>	
● Aides publiques aux entreprises	
Le contrôle exercé par le juge communautaire et ses limites.....	n° 77
<b>P. 26 Contrats</b>	
● Contentieux contractuel	
Précisions sur les conséquences indemnitaires de la déclaration de nullité d'un contrat administratif.....	n° 78
● Marchés	
Offres anormalement basses : les principes communautaires.....	n° 79
<b>P. 28 Domaine</b>	
● Domaine public	
L'exercice des cultes dans les résidences universitaires.....	n° 80
<b>P. 29 Finances et comptabilité publiques</b>	
● Prescription quadriennale	
L'interruption de la prescription par une constitution de partie civile.....	n° 81
<b>P. 30 Fonction publique</b>	
● Agents non titulaires	
Reprise d'un service en régie : la durée du contrat.....	n° 82
<b>P. 30 Hiérarchie des normes</b>	
● Droit communautaire	
De Bruxelles à Paris en passant par Luxembourg et en songeant à Strasbourg : exemple de dialogue des juges.....	n° 83
<b>P. 33 Police</b>	
● Manifestations	
Réglementation des manifestations comportant la participation de véhicules à moteur.....	n° 84
<b>P. 34 Procédure</b>	
● Décision préalable	
La régularisation du défaut de réclamation préalable dans les actions en responsabilité.....	n° 85
● Instruction	
La charge des frais d'expertise.....	n° 86
<b>P. 37 Responsabilité</b>	
● Mise en oeuvre de la responsabilité	
À propos des actions subrogatoires des caisses de sécurité sociale.....	n° 87
● Responsabilité du fait des travaux et ouvrages publics	
Limites de la notion d'ouvrage public.....	n° 88
<b>P. 39 Santé</b>	
● Pharmacie	
Le retrait de l'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques.....	n° 89
Les sanctions liées aux interdictions de publicité.....	n° 90

## Index

<b>Aides publiques économiques</b>		<b>Finances et comptabilité publiques</b>		<b>Nullité d'un contrat</b>	
Contentieux.....	comm. 77	Cour des comptes.....	alerte 34	Faute du cocontractant.....	comm. 78
<b>Collectivités territoriales</b>		Prescription quadriennale.....	comm. 81	<b>Police</b>	
Administration territoriale de l'État.....	alerte 35	<b>Fonction publique</b>		Manifestations comportant la participation de véhicules à moteur.....	comm. 84
<b>Contrats</b>		Agents non titulaires.....	comm. 82	<b>Procédure</b>	
Concessions hydroélectriques.....	étude 12	Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique.....	alerte 37	Décision préalable.....	comm. 85
Marchés.....	comm. 79	<b>Jeux et paris</b>		Instruction.....	comm. 86
<b>Domaine</b>		Rapport sur la réorganisation globale du secteur des jeux et la modernisation de son régime juridique.....	alerte 38	<b>Responsabilité</b>	
Domaine public.....	comm. 80	<b>Marché public</b>		Mise en oeuvre.....	comm. 87
<b>Droit administratif</b>		Accès des PME aux marchés publics.....	alerte 39	Travaux et ouvrages publics.....	comm. 88
Activités publiques.....	repère 6	<b>Monuments historiques</b>		<b>Santé</b>	
<b>Droit communautaire</b>		Mécénat.....	alerte 40	Pharmacie.....	comm. 89, 90
Directive.....	comm. 83			<b>Urbanisme</b>	
Médiateur européen.....	alerte 36			Taxe locale d'équipement.....	alerte 41
<b>Droit fiscal</b>					
Distorsions de concurrence.....	étude 13				